

La Voix du Consommateur

Directeur de Publication : Alphonse AYISSI ABENA - Tél : 237 6 99 52 87 06 – 6 71 04 24 12- Informer et Former ... Notre mission

ROUTES EN PITEUX ÉTAT

Le DGSN "verbalise" le MINTP



Martin Mbarga Nguele, Délégué Général à la Sûreté Nationale (DGSN), a créé la surprise en critiquant ouvertement l'état des routes nationales, remettant directement en cause la gestion du Ministre des Travaux Publics, Emmanuel Nganou Djoumessi. Une déclaration publique qui rime avec l'exaspération des citoyens face à ce qui est indexé comme « l'inaction » des pouvoirs publics face à l'épineux problème de l'entretien du réseau routier national. P 3

DANGÉROSITÉ DES WHISKIES EN SACHET

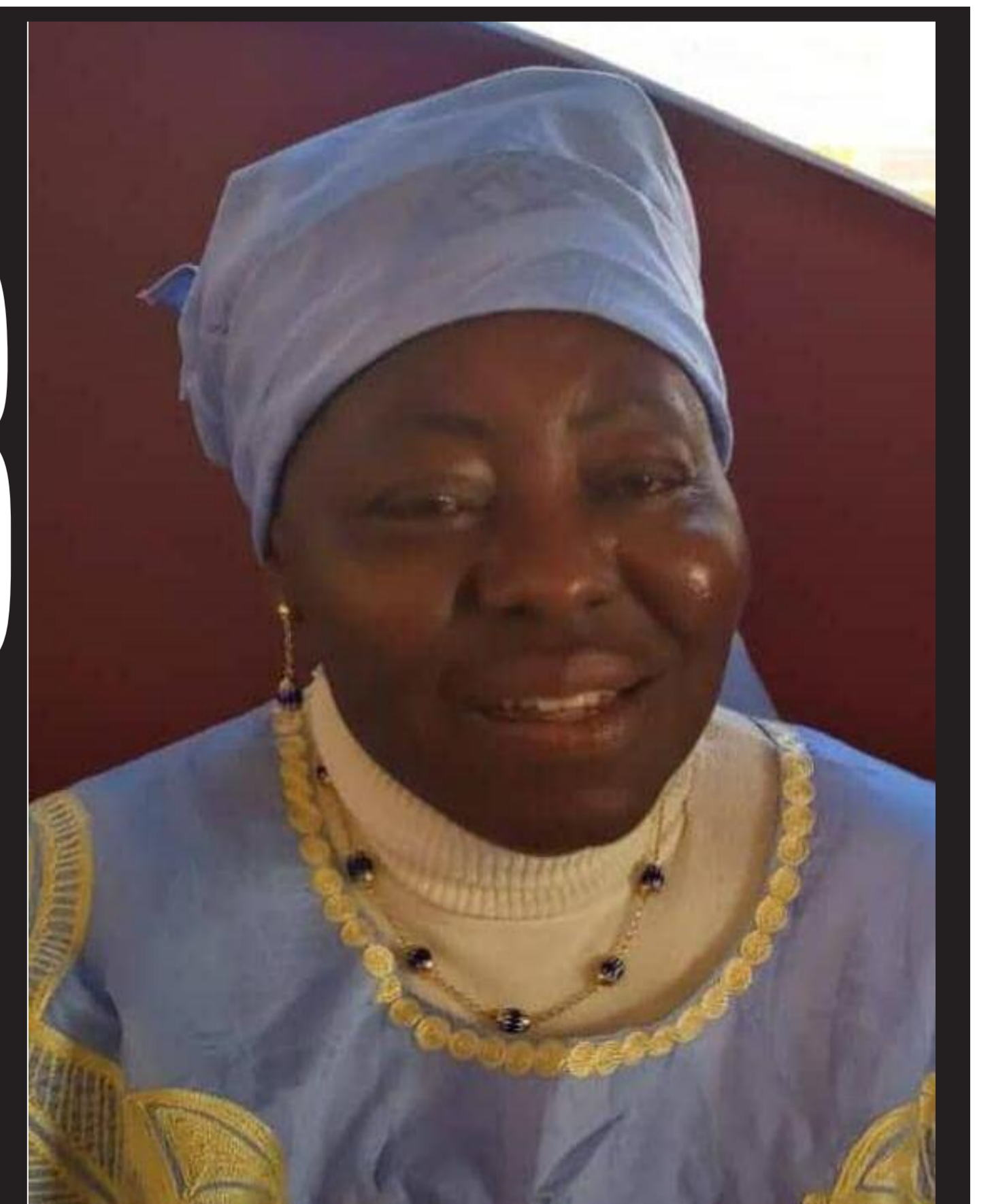
Les aveux d'impuissance du MINMIDT



Au lieu de sceller les usines non conformes, le Pr FUH CALISTUS les autorise à empoisonner les Camerounais pendant 6 mois. Pages 4&5

DISPARITION INQUIÉTANTE

Maman Esther SOB a été retrouvée



Les investigations des forces de sécurité ont permis de retracer son parcours. Page 2

CLASSEMENT

Page 2

Les 10 Présidents africains les plus jeunes

CLASSEMENT DES 10 PRÉSIDENTS LES PLUS JEUNES D'AFRIQUE

La position de Bassirou Diomaye Faye

En remportant la Présidentielle du 24 mars 2024, Bassirou Diomaye Faye est devenu le plus jeune président de l'histoire du Sénégal, célébrant ses 44 ans le lendemain de son élection. Cependant, sur l'échiquier africain, il ne sera pas le chef d'État le plus jeune en exercice lors de sa prise de fonction le 3 avril prochain.



Selon un classement établi par **S e n e w e b**, Diomaye Faye occupe la 4e place parmi les présidents africains les plus jeunes en activité. Il est devancé par le Burkinabé Ibrahim Traoré, arrivé au pouvoir il y a plusieurs mois suite à un coup d'État, suivi de Mahamat Idriss Déby du Tchad et d'Assimi Goita du Mali, tous deux également issus de coups d'État.

En outre, deux autres puts-

chistes le suivent sur la liste, Mamadi Doumbouya de la Guinée et Brice Oligui Guéma du Gabon. En d'autres termes, Bassirou Diomaye Faye devient le plus jeune président en exercice démocratiquement élu en Afrique, surpassant Andry Rajoelina de Madagascar qui a 50 ans.

Le classement des plus jeunes

présidents africains en exercice est le suivant :

1. Ibrahim Traoré, Burkina Faso (36 ans)
2. Mahamat Idriss Déby, Tchad (40 ans)
3. Assimi Goita, Mali (41 ans)
4. Bassirou Diomaye Faye, Sénégal (44 ans)
5. Mamadi Doumbouya,

Guinée (44 ans)

6. Brice Oligui Guéma, Gabon (49 ans)

7. Andry Rajoelina, Madagascar (50 ans)

8. Umar Sissoco Embaló, Guinée-Bissau (52 ans)

9. Mswati III, Eswatini (55 ans)

10. Évariste Ndayishimiye, Burundi (55 ans)

DISPARITION DE MAMAN ESTHER SOB

La femme âgée de 69 ans a été retrouvée saine et sauve !

En provenance de Genève, elle est arrivée en territoire camerounais dans la nuit du 05 octobre dernier. Juste après les formalités d'usage à l'aéroport de Nsimalen, elle s'est rendue dans un hôtel de la place et a décidé de se déconnecter pour mieux se ressourcer.

Ce sont des investigations menées par les forces de sécurité qui ont permis de retracer son parcours et de la localiser où elle séjourne

Les remerciements de la famille à tous ceux qui se sont déployés et accompagnés dans les recherches et publications.



TENSION GOUVERNEMENTALE AU CAMEROUN

Le DGSN Mbarga Nguete critique l'état des routes nationales

Une rupture inhabituelle de la solidarité gouvernementale au Cameroun vient de secouer la scène politique nationale. Martin Mbarga Nguete, Délégué Général à la Sûreté Nationale (DGSN), a créé la surprise en critiquant ouvertement l'état des routes nationales, remettant directement en cause la gestion du Ministre des Travaux Publics, Emmanuel Nganou Djoumessi.

Cette sortie médiatique du patron de la police camerounaise marque une fracture significative dans la traditionnelle discipline du parti au pouvoir. Sous le régime du Renouveau, les divergences entre membres du gouvernement s'exprimaient habituellement par médias interposés, rarement de manière aussi directe et publique.

Le DGSN a notamment plaidé en faveur des routes de l'intérieur du pays, dont l'état de délabrement pose question. Cette intervention inhabituelle pour un responsable généralement reconnu pour sa réserve et sa pondération soulève plusieurs interrogations sur les motivations profondes de cette prise de position.

La sortie de Mbarga Nguete rompt avec les codes établis de la communication gouvernementale camerounaise. Traditionnellement, les membres du gouvernement privilégient une approche plus discrète de leurs désaccords, préférant utiliser des canaux officieux ou la presse acquise à leur cause pour exprimer leurs divergences.

Cette confrontation publique pourrait présager des temps difficiles pour le Ministre des Travaux Publics. L'intervention du DGSN suggère non seulement un profond mépris pour son collègue, mais laisse également entendre que des dossiers sensibles concernant la gestion des travaux publics pourraient bientôt émerger.



L'événement marque un tournant dans les relations intergouvernementales au Cameroun. Il témoigne d'une possible évolution des pratiques politiques, où la parole se libère même au sein des plus hautes sphères de l'État. Cette situation inédite pourrait également révéler des tensions plus profondes au sein de l'appareil gouvernemental.

Les observateurs de la vie politique camerounaise suivront avec attention les développements de cette affaire, qui pourrait avoir des répercussions importantes sur l'équilibre du pouvoir et la stabilité gouvernementale dans les semaines à venir.

Camer.be : Paul Moutila

LE COURAGE DE DÉNONCER L'INERTIE MEME QUAND ON FAIT PARTIE DE LA MÊME ÉQUIPE

Le Délégué général à la sûreté nationale (DGSN) Martin Mbarga Nguete a manifestement vécu le calvaire sur la route Yaoundé-Mutenguene. Dans la vidéo ci-jointe, il se plaint du mauvais état de la route Yaoundé - Mutenguene en passant par Edea et Douala tout en fustigeant l'inertie de certains ministres.

Mon profond étonnement est que ce n'est que maintenant qu'il est au courant de ce désastre permanent et à ciel ouvert alors que la police dispose pourtant des services de renseignements. S'il était plutôt passé par Bafia - Bafoussam -Douala avant de rallier Mutenguene, qu'aurait-il dit après ce périple?

Ce qu'on peut tout au moins dire est que la suite de ce genre de déclarations de la part d'un si important personnage du sérail d'ordinaire si discret, est attendue et pratiquement connue d'avance.

Wait and see!

JRW

DENSIFICATION DU TISSU INDUSTRIEL CAMEROUNAIS

Le Le Fuh Calistus Gentry en visite de travail dans la ville de Douala



Densification du tissu industriel camerounais, le pr fuh calistus gentry en visite de travail dans la ville de Douala.

Le Ministre des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique (ai), le Pr FUH CALISTUS GENTRY est en visite de travail dans la région du littoral. Du 21 au 25 octobre prochain, il est question de passer en revue certaines sociétés industrielles basées dans la ville de Douala ainsi que dans la ville de Tiko dans le Sud-Ouest. Plusieurs points sont à l'ordre du jour de cette démarche qui vise à rapprocher l'administration et les sociétés industrielles. Notamment :

- suivre la densification du tissu industriel avec la signature des Établissements de première classe, ajouté aux visites des installations ;

- mettre en exergue les efforts du Gouvernement dans le cadre de la réduction du prix du sac de ciment au Cameroun au moyen des concertations avec CIMEN-CAM sur l'impasse sur l'exportation du clinker vers le Tchad et la fixation du prix du clinker ;

- renforcer la surveillance

administrative sur la qualité du contenu des whiskies en sachet, notamment le respect de la norme NC210/2014-18 par les opérateurs de ce sous-secteur, et le rappel à l'opinion publique du maintien de la date d'août 2026 concernant la migration totale des whiskies en sachet en bouteille PET ;

- lever l'équivoque de la problématique sur l'approvisionnement des acteurs de l'industrie camerounaise en gaz par la société Gaz du Cameroun ;
- visiter des industries instal-

lées dans la Région du Sud-Ouest avec l'appui de la Région du Littoral, afin de rassurer l'opinion publique sur les engagements du MINMIDT à restaurer le retour de l'industrie au profit de la Cameroon Development Corporation ;

- faire l'emphase sur les actions entrepris par le Gouvernement de l'État du Cameroun en vue de poursuivre la mise en œuvre dans le secteur industriel de la politique d'import-substitution, avec les visites d'une usine de fabrication

de carreaux en céramique, d'une usine de transformation agro-alimentaire, d'une usine de fabrication de pneus et d'une usine de fabrication de bouteilles de gaz, pour améliorer significativement les conditions de vie des camerounais ;

- développer au Cameroun la filière complète bauxite-alumine-aluminium par un seul et même groupe, comme exemple du futur Cameroun sur le développement des chaînes de valeurs.

Source : Minmidt





TORTURES, EXÉCUTIONS, DÉTENTIONS ARBITRAIRES

Le Cameroun un État tortionnaires ?

Ce sont des images qui ont enflammé les réseaux sociaux camerounais et provoqué une onde d'indignation.

Dans une vidéo d'environ quatre minutes, on voit l'artiste musicien Longuè Longuè déshabillé entrain de subir des exactions d'une violence inouïe perpétrées par de présumés éléments de la sécurité militaire dans leur locaux à Douala, la capitale économique.

Une véritable scène de torture, qui révèlent les traitements inhumains infligés dans le silence aux camerounais.

Parmi les victimes, figurent des Journalistes, des enseignants, des militants politiques, des étudiants, des avocats, activistes, lanceurs d'alerte et la liste est non exhaustive. De Ramon Cotta, à Martinez Zogo, en passant par Mgr Balla, Wazizi pour Séverin Tchounkeu ou Jean Jacques Ekindi, les citoyens continuent de subir la bestialité de ceux qui sont pourtant censés les protéger.

Les coups, le maintien dans des positions douloureuses, l'asphyxie, les brûlures, les simulacres de noyade, ainsi que les violences psychologiques ou corporelles, sont autant de méthodes de torture employées par ceux qui sont censés veiller sur la sécurité des biens et des personnes, pour réduire les camerounais au silence et étouffer la dissidence.

Ainsi, le nombre de camerounais qui se font enlever subtilement et incognito chaque jour pour être bastonné, est inestimable.

Si d'autres par quelques moyens que ce soit, ont pu échapper à la spirale de la torture, d'autres, malheureux, ont été simplement et purement conduits à la mort, après avoir succombé aux nombreux sévices à eux infligés par leurs tortionnaires.

Loin d'être une affubulation, la torture est une bien piètre réalité au Cameroun. Un traitement barbare et inhumain qui révèle au grand jour les sombres missions de certaines de nos forces de défense présumées, qui ont cessés de servir la nation, pour se soumettre à des individus.



Spécialisés dans la filature, ils enlèvent, torturent et tuent selon les ordres qu'ils reçoivent des personnes tapies dans l'ombre.

Le Cameroun avec les récents événements fait sérieusement peur.

" D'autres avant Longuè Longuè, ont subi la sauvagerie "

Nous allons parler des victimes connues. Les moins connus étant probablement une pléthore.

Ouvrent cette liste avec le cas le plus récent.

1- Ramon Cotta

Enlevé le 17 juillet dernier devant son magasin au Gabon et extradé manu militari à Yaoundé, Ramon Cotta, hostile aux positions du Président de la République Paul Biya, avait souffert de paralysie du côté gauche et de "graves déficiences visuelles", à la suite de tortures subies en détention, avaient alors alerté ses avocats.

Son extradition avait alors suscité une grande indignation. L'activiste camerounais ayant été aperçu dans une vidéo menotté, pieds nus et suppliant les autorités de Yaoundé.

2- Martinez Zogo: Un crime qu'il ne faut pas oublier.

C'est le crime qui avait secoué la planète. L'assassinat horrible qui met toujours en ébullition le Cameroun.

Le 22 janvier 2023, le directeur de la chaîne de radio Amplitude FM et animateur de l'émission phare Embouteillage a été retro-

uvé mort dans la périphérie de Yaoundé, cinq jours après son enlèvement. Un crime crapuleux intervenu après qu'il ait révélé plusieurs affaires de corruption impliquant les plus hautes sphères de l'État.

Le 17 janvier jour de son enlèvement, Martinez Zogo cagoulé est torturé, roué de coups, fouetté à l'aide d'un fil de courant, et d'un gourdin alors qu'il tentait de se défendre.

Les preuves de sa torture barbare et sauvage sont contenues dans le rapport de la commission mixte police-gendarmerie mise en place sur instruction du président Paul Biya, transmis le 23 février 2023 au tribunal militaire de Yaoundé, qui fait état de l'usage d'un cutter, d'un taser et d'un bâton introduit dans l'anus de la victime. Le corps est mutilé. Les médecins légistes constatent près de 30 lésions et concluent dans leur rapport d'autopsie, daté du 10 février 2023, que le décès du journaliste, identifié par test ADN, est "consécutif aux multiples violences subies".

3- Mgr Benoît Balla: un crime sans châtement.

<<Je suis dans l'eau>>

Les camerounais ont encore en mémoire les phrases de cette lettre retrouvée sur le pont Ebebda après la disparition de Mgr Benoît Balla, évêque du diocèse de Bafia retrouvé mort dans les eaux boueuses de la Sanaga.

Un crime masqué qui ne va pas manquer de faire réagir Mgr Samuel Kleda qui ne va pas aller par quatre chemins pour dési-

gner les auteurs de ce meurtre: des forces obscures tapies dans l'ombre

Les prélats durant les investigations vont soutenir la thèse d'un assassinat par le fait que le corps qu'ils ont vu et reconnu au bord de la rivière Sanaga et à la morgue de l'hôpital général de Yaoundé, et qui était la dépouille de Mgr Jean Marie Benoît Bala, portait des marques de violences», Or le rapport d'autopsie indique n'avoir constaté aucune trace de violence sur le cadavre.

4- Samuel Wazizi : un crime odieux resté impuni

Arrêté le 2 août 2019 à Buea, en pleine zone de conflit entre séparatistes anglophones et forces de sécurité camerounaises, Samuel Wazizi disparaît le 7 août. Il est transféré par le 21ème bataillon d'infanterie motorisée d'un commissariat de police de Buea vers une installation militaire dans la même ville où il a vraisemblablement subi des violences physiques, puis vers Yaoundé. Son décès, qui aurait eu lieu le 17 août 2019, est officiellement causé par une « infection généralisée » sans que la moindre preuve ne soit apportée.

L'annonce tardive de sa mort par les autorités, le 5 juin 2020, jette le doute puisque Samuel Wazizi était en bonne santé avant son arrestation. Il critiquait publiquement les autorités camerounaises et leur gestion de la crise anglophone, et avait confié ses craintes pour sa sécurité à son avocat les premiers jours de

sa détention.

Selon Reporters sans frontières, qui a pu avoir accès aux dernières photos de Samuel Wazizi prises avant sa mort, le journaliste présentait de nombreuses blessures.

5- Sévérin Tchounkeu : Une torture sans précédent.

Beaucoup ne le savent pas le président directeur général du groupe Radio et Équinoxe Tv a fait les frais de cette atrocité à une certaine époque.

Enlevé un soir dans son bureau, frappé en plein visage avec une matraque qui va d'ailleurs briser ses lunettes ,le patron du groupe Équinoxe va par la suite être roulé dans ses urines.

Comme si cela ne suffisait pas, Sévérin Tchounkeu pour

ses dénonciations et ses prises de position, n'échappera non plus à une bastonnade légendaire nerveusement servie par ses tortionnaires qui vont fragiliser sa jambe malade.

Après moult tractions le journaliste émérite va écraser une lame avant de prendre la destination de la France pour un traitement.

"Le Cameroun. Un État bandit?"

L'État du Cameroun est devenu un malfaiteur qui agresse ses propres citoyens; et surtout ceux qui décident de se radicaliser.ce sont donc ceux qui sont censés vous protéger qui représentent une réelle menace pour votre vie s'indigne le Pr Louis Marie Kakdeu.

Selon les précisions du vice-président national du Social Democratic Front, il émerge au sein du pays une multitude de milices privées ou d'agents de sécurité qui peuvent octroyer la sécurité personnelle, attaquer les adversaires politiques, menacer les citoyens,suppléer les forces de l'ordre ou déstabiliser l'Etat. Le Cameroun pour lui, est devenu un pays dangereux. Le danger étant incarné par l'Etat.

Comment avoir un sommeil paisible dans un pays où de jour comme de nuit, pour reprendre les propos du professeur, l'impunité évolue à une vitesse exponentielle?

Au Cameroun la banalisation du crime corporel prend des proportions inquiétantes .

Poursuivant ses propos, le

cadre du SDF révèle que l'affaire Martinez Zogo ,est venue mettre à nu, la situation d'un pays souillée où les forces de l'ordre supposées lutter contre le crime sont utilisées plutôt pour commettre des crimes. L'on a découvert au grand jour la situation d'un pays où la torture, la sodomie, la soumission forcée, l'humiliation, entre autres, sont au cœur des pratiques du pouvoir. Ce seul cas a mis à nu les mécanismes de financement du mal par les institutions de l'Etat. Cela avait délié les langues et de multiples vidéos fusent sur les réseaux sociaux comme celle de l'artiste Longue Longue qui montrent comment l'on obtient par force le mutisme de l'opinion publique. Des de ce genre sont légions.

Christine BABANDA

INSÉCURITÉ GALOPANTE À YAOUNDÉ

Les meurtres en série des conducteurs de taxis ont le vent en poupe au Cameroun

Yaoundé, la capitale politique devenu le fief de l'insécurité, fait de plus en plus peur.

Aux nombreuses cas de disparitions, d'enlèvements, d'agressions, s'ajoute les meurtres en série des chauffeurs de taxi qui craignent désormais d'exercer cette activité.

Les cadavres de taximens retrouvés dans les broussailles ou en bordure de route, ne se comptent plus.

Conduire un taxi dans la ville de Yaoundé est désormais synonyme de mort. Il ne se passe plus une semaine ou un mois sans qu'on ne voit relayées sur les réseaux sociaux des vidéos de taximen agressés à mort. En l'espace de deux mois, une vingtaine de chauffeurs ont perdu la vie à bord de leurs véhicules, et une quinzaine toujours introuvable.

L'horreur qui tétanise ces pères de familles, semble ne plus vouloir s'arrêter.

Le récent cas date du dimanche 27 octobre à Nkooza un quartier de la ville de Yaoundé où les habitants sont encore sous le choc, à la suite d'une découverte macabre. Celle d'un énième taximan corps ensanglanté et jeté dans une broussaille, non loin de la route. Une



folie meurtrière qui vient s'ajouter à la longue série décriée dans les médias. " *Les conducteurs de véhicules jaunes vivent désormais tétanisés par la peur*" Cette succession de meurtres ciblant principalement les taximen, sème la psychose dans ce secteur d'activité.

Dans une ville où le taxi représente le moyen de transport le plus prisé par les habitants, les professionnels de ce secteur tétanisés par les agressions meurtrières dont sont victimes leurs collègues, envisagent de plus plus de quitter le métier.

<<Moi je veux vivre pour mes enfants et ma famille. Si conduire m'expose à la mort, il est mieux que j'abandonne pour trouver autre chose, afin de nourrir ma petite famille >> .

Si pour d'aucuns quitter l'acti-

tivité est la solutions, d'autres envisagent de ne plus travailler à des heures tardives pour éviter de se faire agresser. << *Parce que le visage d'un agresseur ne peut pas se lire au premier contact avec le client, moi je préfère travailler en journée*>>lance Pierre un chauffeur du véhicule jaune.

" La sécurité des biens et des personnes serait-elle défailante ?"

Où sont passées les forces de sécurité face à ces crimes qui continuent d'endeuiller des familles?

C'est la question qui taraude les esprits des camerounais qui peinent à comprendre la montée en puissance de ces tueries.

Aussi vrai que les forces de défense et de sécurité ne sau-

raient être omnipotents et omniscients, des mesures de sécurité doivent être renforcées.

De la multiplication des patrouilles, à l'installation des caméras de surveillance sur toutes les rues, en passant par des contrôles réccurents, pour des interpellation quotidienne, l'État doit tout mettre en oeuvre pour protéger ces citoyens. Et cela passe par des méthodes de sécurité efficaces.

En attendant que ces tueurs en série de conducteurs de taxis soient appréhendés, l'insécurité qui telle une pieuvre qui a encré ses tentacules dans la capitale politique fait on ne peut plus peur aux citoyens désireux de faire un tour dans la ville aux sept collines.

Christine BABANDA

CHINE-AFRIQUE

Une relation dynamique

Depuis le début du 21^e siècle, la Chine a réussi à se hisser à la deuxième place dans l'économie mondiale, après les États-Unis. Elle revendique ainsi une influence diplomatique et économique mondiale, rivalisant avec les autres grandes puissances en matière de commerce et d'investissement, notamment en Afrique.

L'Afrique, en revanche, est une vaste zone géographique de la planète, c'est le troisième continent le plus grand du monde en termes de superficie et le deuxième en termes de population (estimée à environ 1,5 milliard d'habitants en 2024). Elle a une superficie d'environ 30,2 millions de kilomètres carrés avec les îles environnantes et occupe 6 % de la surface totale de la Terre et 20,4 % de la superficie totale des terres émergées.

Elle est également riche en ressources naturelles (pétrole, gaz naturel, uranium, lithium, cobalt, diamants, or, cuivre, etc.) et présente donc un grand intérêt économique. La République démocratique du Congo, par exemple, représente environ 70 % de la production mondiale de cobalt.

Les relations de la Chine avec les pays africains ne sont pas nouvelles. Elles remontent aux années 1950, et plus précisément à 1955, lorsque la Conférence de Bandung eut lieu, au cours de laquelle les 29 pays africains et asiatiques participants adoptèrent les "Cinq principes pour une coexistence pacifique", auxquels la Chine avait initialement souscrit en 1954 avec l'Inde. Ces principes sont le respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, la non-agression mutuelle, la non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures de chacun, l'égalité et les avantages mutuels et la coexistence pacifique.

A cette époque, la Chine signait des accords commerciaux avec des États africains, comme l'Algérie ou le Soudan. Fin 1963, Chu Enlai, alors Premier ministre chinois et numéro deux après Mao Zedong, effectua un voyage dans dix États africains en deux mois. Depuis, la présence chinoise en Afrique n'a cessé de s'intensifier.

Les intérêts de la Chine sur le



continent africain sont centrés sur l'économie, la politique, la sécurité et la culture. L'Afrique est importante pour la Chine principalement parce qu'elle lui fournit d'importantes ressources pour soutenir sa base industrielle en pleine croissance, ainsi que pour assurer sa sécurité énergétique. En même temps, la Chine considère l'Afrique comme une destination importante pour ses produits manufacturés à bas prix.

L'Afrique joue également un rôle important au sein des organisations multilatérales internationales et notamment dans celles où chaque pays-membre dispose d'une voix. La Chine tente ainsi d'attirer les gouvernements africains afin de recueillir le soutien de ses politiques sur la scène internationale.

Depuis 2002, en effet, le Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC) est pleinement opérationnel, dont les membres sont 53 pays africains (c'est-à-dire tous pleinement reconnus à l'exception du Royaume d'Eswatini qui entretient des relations diplomatiques avec Taiwan), et qui fonctionne à trois niveaux, le niveau ministériel étant le plus élevé. Il se tient également tous les trois ans, en alternance entre un pays africain et la Chine. La dernière conférence du FOCAC s'est tenue à Pékin du 4 au 6 septembre 2024.

Lors de cette 9^e Conférence, le président chinois Xi Jinping s'est engagé à fournir à l'Afrique 360 milliards de yuans (50,7 milliards

de dollars) d'aide financière au cours des trois prochaines années, tout en promettant que son gouvernement contribuerait à créer au moins 1 million d'emplois sur le continent.

Le FOCAC, créé en 2000, est le principal mécanisme de coordination multilatérale entre les pays africains et la Chine, et repose sur les déclarations sur les principes de coexistence pacifique. Il est le principal canal par lequel la Chine fournit des ressources aux pays africains. Par le biais du FOCAC, la Chine fournit des aides sous forme d'annulation de la dette (en 2003, elle a annulé 750 millions de dollars américains pour un total de 31 pays africains) sous forme de dons, de prêts à taux réduit et de prêts sans intérêt.

Pékin est donc le premier créancier et l'un des principaux financeurs de nombreux projets d'infrastructures. Les fonds chinois ont servi à la construction d'autoroutes, de voies ferrées - récemment les réseaux ferroviaires Addis-Abeba-Djibouti et Mombasa-Nairobi au Kenya ont été livrées aux gouvernements locaux -, de ports et de centrales électriques sur tout le continent (au Nigeria, au Ghana et au Gabon, par exemple).

En effet, plus de 3 000 entreprises chinoises sont présentes dans les villes africaines, dont plus de 70 % sont des entreprises privées, constituant le pilier des investissements chinois en Afrique.

De 2017 à 2022, les investissements directs étrangers (IDE) de la

Chine en Afrique ont atteint 74 milliards de yuans (10,14 milliards de dollars), ce qui représente 18 % des investissements directs étrangers mondiaux en Afrique et au même niveau que l'Europe et les États-Unis.

Pékin est le premier partenaire commercial du continent africain. Selon le Fonds monétaire international (FMI), près d'un quart des exportations africaines sont destinées à la Chine, principalement des minéraux et des métaux, et environ 16 % des importations proviennent de ce pays. Les échanges commerciaux de la Chine avec les pays africains ont atteint un pic en 2023, à 282 milliards de dollars.

Parallèlement, comme le rapporte le Global Times, des touristes chinois ont visité plusieurs destinations africaines en 2024, notamment le Kenya, la Tanzanie et le Maroc. En fait, selon cette publication, le Kenya a annoncé 1,1 milliard de dollars de revenus provenant d'activités touristiques similaires au cours du seul premier semestre de 2024.

La Chine est en outre en concurrence féroce et ouverte avec l'Occident, en premier lieu avec les États-Unis, en Afrique, les deux superpuissances tentant d'accroître leur influence politique sur le continent et leur accès à ses ressources naturelles.

La campagne de pénétration de la Chine en Afrique prend un poids supplémentaire pour le régime chinois, qui revendique le leadership dans ce qu'on appelle le "Sud global", qui a pris une telle ampleur qu'elle indique implicitement la réorganisation du pouvoir mondial entre un monde ancien et un monde émergent.

En conclusion, je voudrais souligner que le principe déclaré de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres États ne doit en aucun cas être contourné par la Chine. L'avenir de l'Afrique, qui a été brutalement torturée par le colonialisme européen - la plus exploitée en termes de ses ressources naturelles et de sa population - doit être déterminé par les Africains, et non dicté par des puissances étrangères qui pourraient chercher à exploiter leurs ressources et leurs points problématiques à leur propre avantage.

***Isidoros Karderinis est né à Athènes en 1967. Il est journaliste, romancier et poète. Facebook : Karderinis Isidoros**

TRAGÉDIE NUPTIALE

Sorelle Manuella s'éteint devant son époux et des centaines d'invités dans la salle des fêtes d'un hôtel à Douala



porté son alliance de mariée durant quelques heures. Ce que je lis souvent sur Facebook - qu'on décède le jour de son mariage - vient aussi de frapper notre famille. Repose en paix, Sorelle Manuella", témoigne une autre proche.

Sorelle Manuella abandonne ainsi un époux et trois filles, dont la dernière a moins d'un an.

Nana Paul Sabin



Fondation Camerounaise des Consommateurs



DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Alphonse AYISSI ABENA

ASSISTANTS

Ferdinand NDEM
Henry MOUYEBE

COMITÉ DE RÉDACTION

Hugues EDIMO
Raphaël NGO'O
Valentin ABENA

PRODUCTION

Fondation Camerounaise des Consommateurs

COMMERCIAUX

Anne Gabrielle IMBIKO
Chrystelle EPOUPE

CONCEPTION GRAPHIQUE

Turbo Claude

Impression
JVGRAF

Distribution
Ets 3A

CONTACTS

699 52 87 06
694 18 75 03

Le samedi 26 octobre 2024, le mariage de Manuella et Émile débutait sous les meilleurs auspices. Dans la salle de fête de l'hôtel Johannes à Akwa Nord, Douala 5e, des centaines d'invités étaient réunis. À 3 heures, l'ambiance était festive. On préparait l'entrée du gâteau de mariage, mais Manuella avait une surprise : elle voulait que le gâteau soit présenté à la suite de l'interprétation de sa chanson préférée " Môgô Farima de l'artiste ivoirienne Rosine Layo.

A lors qu'elle interprétait cette chanson à succès, Manuella s'est écroulée soudainement (vidéo ci-dessous) laissant tous les invités dans la stupéfaction et l'horreur.

"On a tenté de la réanimer en vain, d'autres ont crié qu'on la transporte rapidement à l'hôpital. On l'a emmenée quand ses yeux étaient déjà révulsés et sa bouche moussait. Quand j'ai vu ça, je me suis dit : c'est fini" relate un invité.

Selon une source d'Équinoxe Radio, la mariée a d'abord été transférée d'urgence à l'hôpital Ad Lucem Sable, près de la salle de mariage. "Le médecin, après examen, a déclaré qu'elle était déjà décédée. On n'a pas cru. On a couru à l'hôpital général de Douala. Là-bas également, les médecins ont confirmé le décès",

relate à Équinoxe un membre proche de la famille de la victime.

Ce décès subit a déclenché un immense chagrin parmi les connaissances du couple.

"Manuella, tu nous as fait ça ! Le moment de récolter les fruits de ton labeur, tu meurs ! Qui va arrêter mon oncle ? On explique comment aux filles K ? Mummy K, tu aimais le buzz, mais l'autre ci est fort", se lamente sur la toile une connaissance de la défunte.

"Elle vivait avec son fiancé depuis sept ans. Le mariage avait été programmé en 2020, mais à cause du Covid, ça avait été reporté. Cette année, on a reprogrammé le mariage ; la dot était vendredi, puis hier c'était la mairie. C'est durant cette soirée, vers 3h12, que le drame s'est produit en pleine salle. Ma petite sœur (cousine) laisse un époux et trois jolies petites filles, ayant

TCHAD

Une attaque terroriste sur l'armée fait une quarantaine de morts



Une attaque de Boko Haram sur l'armée tchadienne fait une quarantaine de morts près du lac Tchad.

Les soldats tchadiens sont fréquemment ciblés par les attaques terroristes de Boko Haram dans la région du lac Tchad.

Les jihadistes de Boko Haram ont mené une attaque dans la région du lac Tchad, à la frontière du Nigeria, et tué une quarantaine de militaires tchadiens, a annoncé la présidence tchadienne dans un communiqué publié lundi 28 octobre.

Le président Mahamat Idriss Deby Itno s'est rendu sur place tôt dans la matinée et "a donné le coup d'envoi de l'opération Haskanite pour poursuivre et traquer les assaillants jusque dans leurs derniers retranchements", selon ce communiqué, qui ne précise pas quelles forces ont été mobilisées. "Une garnison

abritant plus de 200 militaires a été prise pour cible par les éléments de Boko Haram à 22 heures. Les éléments de Boko Haram ont pris le contrôle de cette garnison, récupéré les armes et brûlé des véhicules équipés d'armes lourdes avant de repartir", selon des sources locales jointes par

l'AFP.

Les soldats tchadiens sont fréquemment ciblés par les attaques terroristes de Boko Haram dans la région du Lac Tchad. Cette vaste étendue d'eau et de marécage parsemée d'îlots dans l'Ouest abrite des combattants du groupe Boko Haram ou de sa bran-

che dissidente, l'Etat Islamique en Afrique de l'Ouest. L'insurrection de Boko Haram est apparue en 2009 au Nigeria – où elle a fait depuis quelque 40 000 morts et plus de deux millions de déplacés – avant de se propager dans les pays frontaliers.

franceinfo avec AFP

Tchad

Une attaque terroriste sur l'armée tchadienne fait une quarantaine de morts

Une base située à Barkaram a été ciblée par des assaillants armés dans la nuit du 27 au 28 octobre, indique la présidence du pays africain. Son dirigeant, Mahamat Idriss Deby Itno, s'est rendu sur place tôt dans la matinée. Le chef suprême des armées "a donné le coup d'envoi de l'opération Haskanite pour poursuivre et traquer les assaillants jusque dans leurs derniers retranchements", informe la présidence.

(Communiqué de la Présidence du Tchad)

MAROC

Macron trace le chemin pour un « renouveau » et un « partenariat d'exception » entre les deux pays

Le chef de l'Etat s'est adressé au Parlement marocain en revenant sur le passé colonial français, mais également en abordant les axes majeurs de la relation renouvelée entre Paris et Rabat.

Le Président Français Emmanuel Macron s'est adressé mardi matin, au Parlement Marocain à Rabat, en revenant sur tous les aspects de la relation entre le Maroc et la France.

Au cours d'un discours fédérateur auquel assistaient les députés marocains mais également les membres du gouvernement d'Aziz Akhannouch ainsi qu'une partie de la délégation Française qui accompagne Emmanuel Macron dans le Royaume, le chef de l'Etat a d'emblée abordé la partie sans doute la plus sombre de la relation entre la France et le Maroc, à l'époque du protectorat.

Reconnaissant « une part d'ombre » dans la « mémoire commune » entre Paris et Rabat, Emmanuel Macron est revenu sur « le temps des traités inégaux » ou « même arrangé en protectorat, le Maroc n'échappât pas aux violences de l'Histoire coloniale ».

« La France fit effraction, d'abord par le truchement d'accords commerciaux et financiers, puis par le Traité de Fès. Tandis qu'elle imposait ses vues et consolidait ses intérêts, il y eut aussi des hommes qui cherchèrent à comprendre, à respecter, et je crois à aimer cet empire millénaire dont ils percevaient l'identité profonde et irréductible » a-t-il néanmoins tempéré avant de tourner son propos vers l'aide apportée par le Maroc au moment de la Libération, puis vers un aspect plus actuel de cette relation entre les deux pays.

Emmanuel Macron a souligné l'importance de « construire un projet » qui offre « la possibilité d'une prospérité, d'une sécurité, d'un horizon absolument nouveau ».

« Combien d'élus, d'entrepreneurs, d'artistes, de sportifs, dont l'histoire familiale, les patronymes, les valeurs spirituelles aussi, incarnent ce que le Maroc a apporté à la France pour qu'elle devienne ce qu'elle est aujourd'hui » a-t-il lancé, rappelant également que « la com-



munauté française dans sa diversité demeure (au Maroc) la plus importante en Afrique ».

Et de poursuivre: « Le Maroc et la France ont aujourd'hui vocation à jeter les fondations d'un partenariat d'exception renforcé entre nos deux pays et proposer aux générations des 25 prochaines années, ce nouveau livre lucide sur le passé mais tourné vers l'avenir ».

Le Président Français souhaite que ce partenariat soit « un espace ordonné dont chacun accepte d'être le garant » pour aboutir notamment à des engagements en matière « d'immigration illégale » et souligne « la nécessité d'une coopération naturelle et fluide en matière consulaire » qui constitue selon lui « une attente des plus fortes pour beaucoup de Français ».

« Nous avons besoin de davantage de résultats. Je pense aussi à notre partenariat en matière de sécurité et de lutte contre les trafics de toutes natures qui minent notre société et menacent nos Etats. Lutte contre le terrorisme aussi, qui doit continuer de nous unir inlassablement, lutte contre la criminalité organisée et en particulier contre le narcotrafic qui gangrène nos territoires et nécessite une coopération judiciaire très étroite et encore plus rapide » a-t-il égrené.

Evoquant tour à tour l'éducation, l'enseignement supérieur, mais aussi le secteur de l'industrie et les divers contrats conclus entre le Maroc et la France dès lundi soir au cours d'une cérémonie solennelle, le chef de l'Etat a dit son « immense fierté » d'avoir vu aboutir certains accords dont ceux conclus pour le développement marocain du TGV.

Enfin, et c'était naturellement l'un des sujets sur lequel il était particulièrement attendu, Emmanuel Macron a réaffirmé son soutien à la souveraineté du Maroc sur la région du Sahara occidental.

« Je le réaffirme ici devant vous: Pour la France, le présent et l'avenir de ce territoire s'inscrivent dans le cadre de la souveraineté marocaine. L'autonomie sous souveraineté marocaine est le cadre dans lequel cette question doit être résolue et le plan d'autonomie de 2007 constitue la seule base pour parvenir à une solution politique juste durable et négociée conformément aux résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies » a-t-il déclaré sous les applaudissements du Parlement marocain.

Considérant cette position comme « ancrée dans l'Histoire, respectueuse des réalités et prometteuse pour l'avenir », il assure que la France accompagnera le Maroc pour « la mettre en œuvre dans les instances internationales ».

Le chef de l'Etat a par ailleurs tenu à mentionner que « cette position n'est hostile à personne » mais permet « d'ouvrir une nouvelle page avec tous ceux qui veulent agir dans un cadre de coopération régionale en Méditerranée, avec les pays voisins du Maroc et avec l'Union Européenne ».

De fait, « opérateurs et entreprises » françaises « accompagneront le développement de ces territoires au travers d'investissements, d'initiatives durables et solidaires, au bénéfice des populations locales » a-t-il détaillé.

Pour rappel, la position d'Emmanuel Macron, dévoilée fin

juillet dans une lettre adressée par ses soins au Roi Mohammed VI, a immédiatement provoqué une nouvelle crise diplomatique entre la France et l'Algérie, qui a décidé le retrait immédiat de son Ambassadeur à Paris.

Le Président Abdelmadjid Tebboune a reporté sa visite (déjà reportée à deux reprises) en France, prévue fin septembre - début octobre, suite à cette annonce.

À noter que le conflit entre le Maroc et le Front Polisario concernant la région du Sahara occidental dure depuis 1975 et a commencé après que l'occupation espagnole a mis fin à sa présence dans la région, avant de se transformer en une confrontation armée qui a duré jusqu'en 1991, et a pris fin avec la signature d'un accord de cessez-le-feu qui considérait Guerguerat, une zone démilitarisée.

Le Maroc insiste sur sa souveraineté sur la région du Sahara et propose une autonomie étendue, tandis que le Front Polisario demande un référendum en application de la Résolution 690 du Conseil de sécurité des Nations unies pour déterminer le sort de la région, position soutenue par l'Algérie, qui s'oppose à toute solution qui ne respecterait pas ce cadre, rejetant notamment le plan d'autonomie proposé par le Maroc sous sa souveraineté.

La souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental a par ailleurs été officiellement reconnue en 2020 par les Etats-Unis et en 2023 par l'Espagne.

AA/Nice/Feïza Ben Mohamed



Supermont

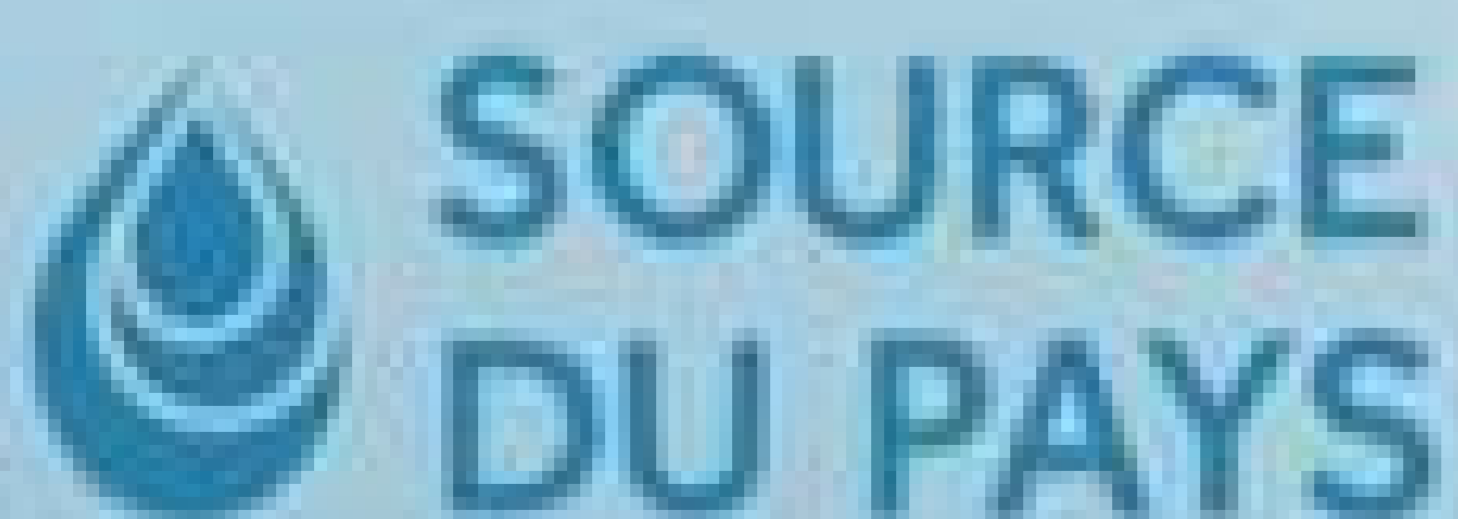
— SINCE 1984 —



ENCORE ET TOUJOURS AUSSI BELLE



ERCO/SONA



L'Eau Minérale Naturelle du Cameroun